

Voilà la sorte de motifs pour lesquels je suis absolument convaincu que la constitution doit comprendre une charte des droits. Il n'est pas dit que celle-ci sera intouchable. Ce document prévoit une disposition d'amendement qui nous permettrait de la modifier, mais seulement après mûre réflexion. On ne pourra le faire uniquement selon les caprices du moment ou parce que cela semble être politiquement populaire à un moment donné. Bien sûr qu'il nous faut l'enchâsser. C'est renversant de voir que tant de gens s'y opposent.

Hier soir, mes amis tory d'en face m'ont invité à dire quelques mots au sujet du premier ministre Peckford. Je me fais un plaisir de me rendre à leur demande. Le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador est un homme que je connais très bien. C'est un ami personnel depuis déjà 15 ans. En fait, le seul emploi qu'il ait occupé, mis à part en politique, c'est moi qui le lui ai donné. A l'époque où j'étais directeur d'une école secondaire, il était à la tête de mon département d'anglais. Quand nous étions encore de jeunes célibataires insouciant, nous avons parcouru le globe ensemble et nous avons discuté de bien des questions, surtout de politique. J'avais constaté à ce moment-là que nous partagions pas mal les mêmes espoirs et aspirations pour les habitants de Terre-Neuve et du Labrador.

● (1550)

Les députés comprendront donc un peu la tristesse, la déception terrible et tout le choc que j'ai ressenti il y a quelques semaines, lors de la Conférence des premiers ministres provinciaux à Ottawa, en entendant le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador dire ces mots, que je reprends textuellement du compte rendu des délibérations: «Le premier ministre et M. Lévesque ont exposé deux conceptions différentes du Canada.» Il a ensuite déclaré: «Je partage plutôt celle que préconise M. Lévesque.»

**Des voix:** Quelle honte.

**M. Simmons:** Ce sont sans doute les mots les plus tristes que j'aie jamais entendus à titre de Terre-Neuvien et de Canadien. Nous savons tous comment M. Lévesque conçoit le Canada. S'il y a un aspect des discussions constitutionnelles dont les Canadiens se font une idée tout à fait précise, c'est bien la façon dont M. Lévesque conçoit le Canada et ce qu'il voudrait que notre pays devienne. La description la plus indulgente de la position de M. Lévesque, et je tiens à m'exprimer de cette façon pour ne pas sembler reprendre les paroles de M. Peckford hors de leur contexte, c'est qu'il croit dans la souveraineté-association. Selon M. Lévesque, le Canada devrait être formé d'un certain nombre, que ce soit un, deux ou dix, peu lui importe, d'unités électorales indépendantes, d'États ou de provinces, peu lui importe, qui formeraient une association libre pour certaines raisons commerciales et monétaires. C'est ce que pense M. Lévesque et, cela m'attriste de le dire, c'est la conception du Canada que M. Peckford a affirmé publiquement préconiser.

Je tiens à lui signaler, et ce avec tristesse et non pas avec colère et non pas pour en retirer des avantages politiques, que ce n'est pas ainsi que la très grande majorité des habitants de Terre-Neuve et du Labrador conçoivent le Canada.

**Des voix:** Bravo!

**M. Simmons:** Aucune région du Canada ne conçoit le rôle du gouvernement fédéral de façon plus positive que Terre-Neuve, et pour d'excellentes raisons. Depuis 31 ans, nous

### *La constitution*

profitons des immenses richesses du Canada. La possibilité réelle que nous avons maintenant d'exploiter les gisements pétroliers et gaziers au large des côtes de Terre-Neuve existe seulement à cause des politiques fiscales du gouvernement fédéral relatives à la prospection dans les régions isolées.

Les députés se rendent-ils compte que ce sont les centaines de millions de dollars de recettes fédérales qui ont rendu possible ces découvertes? Se rendent-ils compte que le développement des ressources sous-marines de Terre-Neuve ne serait guère plus qu'un château en Espagne, un rêve, sans les politiques fiscales et la participation du présent gouvernement. Maintenant que, grâce à ses politiques, le gouvernement fédéral a ouvert à Terre-Neuve des perspectives économiques supérieures à ce que l'on aurait cru possible, je suis triste d'entendre des représentants provinciaux proclamer qu'ils veulent récrire l'histoire et faire preuve de malhonnêteté en essayant de faire croire que le développement des ressources sous-marines est leur œuvre.

Je me suis écarté de mon propos, monsieur l'Orateur. Tout à l'heure, je parlais de M. Peckford. Permettez-moi de vous dire que ses intentions sont pures. Par contre, ses démarches immédiates pour guider la province vers une plus grande prospérité et l'épanouissement culturel sont peu judicieuses. Je l'avertis que les voies de M. Lévesque mènent au désastre. D'après ce que j'ai entendu dire, le premier ministre Peckford est victime des mauvais conseils d'une poignée de personnes qui, en fait, partagent son rêve—et le mien—pour l'avenir de Terre-Neuve et du Labrador, mais qui n'ont pas le savoir-faire nécessaire pour le concrétiser. Ils sont convaincus du bien-fondé de leur exaspération tout comme un adolescent croit qu'en faisant une fugue il va régler ses problèmes.

Je suis Terre-neuvien . . .

**Une voix:** Pas très loyal.

**M. Simmons:** . . . et je suis Canadien, et pas nécessairement dans cet ordre. Ne me demandez pas de choisir entre les deux. Je ne suis pas né Canadien mais je suis fier de dire que je suis Canadien depuis 31 ans, depuis 1949, autrement dit depuis que le Canada a pris la sage décision de se joindre à Terre-Neuve.

En votant comme ils l'ont fait en 1949, les habitants de Terre-Neuve et du Labrador ne cherchaient à perdre leur liberté mais plutôt à l'accroître et à lui donner un certain sens. De quelle liberté jouit-on lorsqu'on voit ses enfants quitter leur terre natale pour aller chercher un emploi et élever leur famille à l'étranger, c'est-à-dire au Canada ou dans ce que l'on appelait les États de Boston, c'est-à-dire les États de la Nouvelle-Angleterre où vivent actuellement des centaines de milliers de personnes nées à Terre-Neuve. Peut-on considérer que c'est être libre si c'est là le prix qu'il faut payer pour sa liberté? Nous n'avons pas perdu notre liberté en 1949. Il ne faut pas se méprendre à ce sujet. Nous avons accru notre liberté et nous lui avons donné un certain sens. Nous n'avons pas abandonné notre petit fief fier et indépendant—notre petite relique d'un régime quasi-féodal. Nous n'avons pas abandonné ce petit fief impuissant sur le plan économique en 1949 pour pouvoir devenir un des dix petits fiefs économiquement faibles en 1980. Car si vous avez écouté attentivement ce qu'ont déclaré certains premiers ministres et je songe surtout à MM. Bennett, Lougheed, Lévesque et Peckford, ils conçoivent manifestement notre pays comme un système féodal constitué